

—parce que le gouvernement avait annoncé que c'était là sa politique,—mais sans succès, parce que le gouvernement doutait du succès de l'entreprise. La raison qui le faisait douter était la crainte qu'on ne pourrait réussir à produire la quantité de patrons suffisants pour répondre aux goûts du peuple. Le gouvernement était convaincu que les acheteurs demanderaient une grande variété de patrons. On m'a dit l'autre jour qu'un seul importateur avait reçu 1,500 patrons d'indienne différents d'un seul coup. Eh bien ! les grands capitalistes—ayant des capitaux anglais, c'est vrai—dont nous parle l'honorable ministre des Finances n'ont pas pu vaincre cette difficulté. Mais aujourd'hui on dit que la difficulté est disparue et par quel moyen ? Par les auteurs du nouveau bill, comme l'honorable ministre nous l'a dit, ce dont j'étais informé, mais ce que je croyais difficilement. Il paraît qu'à l'avenir les femmes en Canada vont s'habiller aux patrons passés de mode depuis un an. L'honorable ministre nous a dit il y a un instant que les importateurs ne voulaient pas acheter d'indienne plus de six mois à l'avance, et cependant il nous dit que la fabrique d'indienne établie en Canada a commencé ses opérations avec les rouleaux à imprimer qui ont été en usage dans tout l'univers.

Sir LEONARD TILLEY: Aussitôt après qu'ils auront servi.

M. BLAKE: Aussitôt que le produit en sera écoulé; et nos femmes et jeunes filles seront, comme on dit qu'elles en ont coutume, une année en arrière par rapport à la mode de Paris. L'honorable ministre ne doit pas oublier que le gouvernement se propose de donner aux femmes un pouvoir plus important qu'elles ont jamais eu dans l'ordre politique. Il doit se rappeler qu'il est peu probable qu'il obtienne les votes de celles qu'il obligera à porter des patrons d'indiennes vieux d'une année. C'est le patron qui fait la beauté de l'indienne, mais je crois que la même circonstance qui limitera le choix des patrons augmentera grandement le coût de cet article.

Quelle a été la difficulté avec nos fabriques de coton dans les commencements? C'est qu'elles voulaient faire une trop grande variété de marchandises, c'est parce qu'elles ne possédaient pas le secret de faire servir le même patron pendant longtemps; mais pour cela il faut avoir un marché étendu. L'honorable ministre dit que l'importation d'avance qu'il prévoit ne dépassera pas le milieu de l'année prochaine. Voudrait-il nous dire quel revenu il espère retirer en 1883-84 sous l'opération de cette augmentation de droits?

Sir LEONARD TILLEY: Je n'espère aucune augmentation de revenu. Je l'ai dit déjà, l'honorable député paraît bien anxieux de nous alarmer.

M. BLAKE: Non, je ne veux pas vous alarmer.

Sir LEONARD TILLEY: Quant à l'effet que l'augmentation va avoir sur les femmes, spécialement d'après les changements proposés dans la loi électorale, il est très remarquable, nonobstant les appels faits au cultivateur et à l'ouvrier durant les trois dernières années, à l'égard des taxes imposées sur les étoffes communes dont le peuple se sert, que lors des élections de juin dernier, les ouvriers et cultivateurs n'aient pas condamné notre politique, mais l'ont soutenue au contraire; et les femmes voteront en faveur de cette mesure parce que je les crois patriotes et qu'elles voteront pour soutenir les industries du pays, même en faisant le sacrifice d'une cent ou deux de plus sur une robe d'indienne.

M. COLBY: Je n'ai aucun doute que les dames canadiennes auraient été plus reconnaissantes envers le chef de l'opposition s'il avait manifesté sa sollicitude à leur égard dans un temps où elle aurait paru moins intéressée; mais aujourd'hui qu'il est annoncé qu'elles doivent faire partie du

M. BLAKE

corps électoral, elles croiront difficilement à son désintéressement. Je ne partage pas les craintes que l'honorable chef de l'opposition a exprimées, et que l'honorable ministre des Finances a eues aussi pendant quelque temps au sujet de la teinture et de l'impression des cotons en Canada. Je crois que nous nous sommes trop défiés de l'avenir. Les honorables députés doivent se rappeler le temps où les capitalistes craignaient de se lancer dans les entreprises de filature de coton ordinaire. On craignait que notre population ne fût pas assez nombreuse pour consommer leur production, et cependant nous avons aujourd'hui 400,000 fuseaux en opération, et je ne crois pas que cela soit encore suffisant pour les besoins du pays.

Nous nous rappelons tous le temps où nous doutions qu'une fabrique d'étoffes en laine pût réussir en Canada. On prétendait qu'il serait impossible pour le Canada de lutter contre l'expérience, le bon marché et les capitaux de l'Europe; et cependant aujourd'hui on est fier de dire que nos fabriques de lainages ne sont pas surpassées par aucune autre dans le monde. Nous avons réussi malgré tout, dans les fabriques de lainages et filatures de coton, bien au-delà de nos plus grandes espérances et prévisions. Il y a quelques années on croyait que nous, Canadiens novices, nous ne pourrions pas fabriquer d'instruments aratoires qui pourraient soutenir la comparaison avec ceux manufacturés aux États-Unis, et cependant, aujourd'hui, les instruments aratoires canadiens ne sont pas surpassés en qualité, et sont à plus bas prix que la même classe de marchandises que nous pourrions obtenir des États-Unis, même s'il n'y avait aucuns droits à payer.

Ainsi, je dis que les succès ayant couronné tous nos efforts pour établir des manufactures, nous avons raison de conclure que nous avons été trop timides, que nous n'avons pas su juger comme il le fallait de nos chances de progrès industriel. Quant à ce qui est de fonder un établissement de teinturerie et d'impression sur étoffe, tout ce qu'il faut pour en assurer le succès, c'est le capital et le savoir-faire. J'ai quelque connaissance de l'entreprise dont l'honorable ministre des Finances a parlé, et je puis vous assurer que j'ai les meilleures raisons de croire que la question du capital ne souffrira pas de difficulté si j'en juge d'après la magnifique liste de souscription que j'ai vu l'autre jour et qui contient des noms de grands capitalistes comme M. Allan Gilmore, M. J. G. Ross, et un nombre considérable de manufacturiers éminents de Montréal, tous hommes qui réussissent dans tout ce qu'ils entreprennent. Je soutiens que nous pouvons bâtir une filature de coton à aussi bon marché, sinon à meilleur marché, au Canada que partout ailleurs sur ce continent.

Les matériaux coûtent ici moins cher qu'aux États-Unis; la main-d'œuvre pour bâtir est à plus bas prix; la main-d'œuvre pour faire fonctionner la filature est pour le moins à aussi bon marché qu'aux États-Unis; puis nous avons ici des pouvoirs hydrauliques en abondance, dont on ne saurait s'exagérer l'importance comme facteurs économiques.

La filature que l'on se propose d'établir ici et dont l'honorable ministre des Finances a fait mention, en se servant de l'immense puissance hydraulique qui est à notre disposition au lieu de la vapeur, économiserait sur ce seul chapitre \$50,000 par année. Nous avons tout lieu de compter sur le succès, grâce à ces conditions favorables, si l'entreprise est conduite avec la prudence ordinaire des affaires; or je puis dire qu'elle s'est assurée le concours de M. Ward, de Montréal, l'un de ses promoteurs, un homme qui s'est trouvé mêlé à toutes les entreprises de ce genre qui ont réussi au Canada, un homme dont la politique est aussi saine, au point de vue de la gauche, que sa fortune est solide, et qui nous sera d'un secours hors ligne pour faire réussir la filature. Nous avons le capital, et avec le capital nous pouvons acheter le savoir-faire de l'Europe et des États-Unis, car le savoir-faire est une marchandise qui se vend; nous pouvons acquérir les mécaniques les plus perfectionnées, et avec tous ces